



INFO-TURK INFO-TURK INFO-TURK

bulletin mensuel • monthly bulletin • maandelijks bulletin

115

10^{ème} année • 3^è, rue des Eburons - 1040 Bruxelles
Edité en français et en anglais par le Collectif Info-Türk •
Tél: (32) 230.3472 • ISSN 0770-9664 • Dépot légal: 2198
Abonnement annuel: 500 FB • CCP 000-1168701-45 - Bxl.

A PROPOS DE «L'INTEGRISME»

- La campagne virulante contre les communautés islamiques en Belgique après la manifestation contre le raid américain en Libye alimente la xénophobie et le racisme.
- Quelles sont les tendances islamistes en Turquie et quelle est leur influence sur les immigrants turcs en Europe?
- D'où vient le danger, des islamistes ou bien des Loups Gris néo-fascistes qui exploitent, avec la bénédiction des autorités turques et belges, les sentiments religieux des travailleurs immigrés?
- Un rassemblement spectaculaire des Loups Gris à Anvers en présence des missions diplomatiques et des dirigeants politiques de Turquie.
- Comment le régime turc encadre-t-il les travailleurs musulmans au sein de la Fondation islamique turque dans laquelle les Loups Gris sont fort représentés?
- L'échec du CRI, qui avait été constitué avec le soutien des syndicats et des organisations démocratiques belges en vue d'empêcher la récupération des travailleurs immigrés musulmans par les régimes répressifs et par les courants d'extrême droite.

"Je suis choqué par les manifestations de haine anti-américaines qui se sont exprimées dimanche dans les rues de Bruxelles, qui heurtent les sentiments de tous les Belges qui se sentent solidaires de nos alliés et qui condamnent le terrorisme et les Etats qui lui prêtent main-forte."

Ce sont les propres commentaires du Ministre de la Justice, Jean Gol, qui mettait en question une manifestation organisée par les organisations progressistes arabes et soutenue par le Comité national d'action pour la Paix et le Développement (CNPAD) le 20 avril 1986 pour protester contre le raid américain en Libye.

Gol, tout en saisissant cette occasion pour justifier sa politique anti-immigrée et ses nouveaux projets visant les droits acquis des étrangères en Belgique, haussait sa voix de manière provocatrice: "Je suis inquiet des scènes montées à la télévision, que l'on est plus habitué à voir dans les rues de Téhéran que dans celles de Bruxelles. La présence de groupes fanatiques dans notre pays implique une vigilance et une action particulières. Je puis assurer que les autorités gouvernementales manifestent cette vigilance en vue de préserver en tout temps la sécurité publique."

Les mass-media belges commentant et visualisant cette manifestation ont délibérément braqué leurs objectifs sur des scènes où apparaissaient en gros plan les portraits de Khomeiny et du colonel Kadhaïf et des femmes en tchador. Ils ont en outre, lancé sur le champ une campagne virulente contre "l'intégrisme en Belgique", tout en passant sous silence la substance réelle de cette manifestation.

A NOS LECTEURS

Les derniers numéros de notre bulletin d'information ont paru avec un retard inhabituel. Ceci pour deux raisons: D'une part des travaux intensifiés destinés à la publication de "Black Book On The Militarist Democracy in Turkey", d'autre part des retards imprévus dus aux travaux de déménagement de nos locaux.

Après les vacances d'été, toutes les activités: documentation, publication, éducation permanente et ateliers collectifs, reprendront dans les nouveaux locaux, situés dans la même rue, avec un programme plus diversifié.

Les Bulletins de juin, juillet et août 1986 seront également rédigés dans ces nouveaux locaux et paraîtront à la fin des vacances d'été. A partir de septembre 1986, la parution des bulletins d'information redeviendra régulière.

Nouvelle adresse: INFO-TURK - 3B, Rue des Eburons - 1040 Bruxelles.

En effet, le raid américain en Libye, quel qu'il soit son motif, était un acte criminel qui mérite une condamnation catégorique par tous les partisans de la paix, et non pas seulement par des immigrés nord-africains. C'est devant l'immobilisme du mouvement de la Paix, qui aurait réagi sans aucune doute contre une telle agression, si elle était l'œuvre d'un des pays du bloc militaire adverse contre un pays de l'Occident ou du Tiers-Monde, que les progressistes nord-africains ont été obligés de prendre l'initiative pour condamner cette agression inadmissible.

Face à cette situation, la parution de certaines images sur les écrans de TV ou dans la presse et qui ne plaisent ni aux mass-médias ni aux dirigeants du pays n'est qu'un détail. Dans n'importe quelle manifestation on peut constater l'infiltration de groupes dont la présence n'est pas souhaité par les organisateurs. Mais dans un pays démocratique personne ne peut reprocher aux organisateurs de telles intrusions. De plus, quelle que soit leur appartenance politique, idéologique ou philosophique et quelle que soient leur mode d'habillement, tous les ressortissants du pays ou des pays qui sont menacés par l'agression militaire d'une grande puissance ont le droit de manifester sur la place publique leur opposition aux violations des droits internationaux. Il est évident que les pays les plus visés par les E.U. sont l'Iran et la Libye. Par conséquent, il est tout à fait normal que les ressortissants ou les sympathisants de ces pays participent à une telle manifestation de protestation.

En principe, les habitants de la Belgique, soit autochtones soit étrangers sont égaux devant les lois belges. Sans avoir commis un acte passible du Code pénal, personne ne peut être accusée, ni se voir reprocher quoi que ce soit. Scander des slogans hostiles à l'encontre d'une grande puissance agressive ou porter pacifiquement des images des pays menacés par cette grande puissance ne sont aucunement des délits en soi. N'ils ne sont pas accompagnés d'actes de violence.

Même La Libre Belgique du 22 avril 1986 qui cite la déclaration de Gol, signale que "sur les circonstances objectives de la manifestation islamique contestée, on a appris qu'aucune violence n'a été constatée par le service d'ordre (pas de bagarre, pas de bris de vitrines) qui n'a dès lors procédé à aucune interpellation; que les seules infractions constatées et non sanctionnées ont été les insultes nombreuses à un chef d'Etat étranger (en l'occurrence, le président Ronald Reagan, traité d'assasin.)

Si l'on se souvient du nombre de fois où il a été scandé, dans les rues de Bruxelles, des slogans méprisants à l'égard des dirigeants de grandes puissances (notamment à l'occasion de leurs interventions au Vietnam, au Chili, en Afghanistan et en Tchétchélovaquie) ou comprends aisément que cette infraction n'est point sans précédent. Si les manifestants du 20 avril sont accusés pour insulte à un chef d'Etat étranger, tous les démocrates belges et immigrés qui manifestent contre les régimes répressifs au Chili ou en Turquie, en scandant des slogans méprisants, peuvent se voir accusés sous le même prétexte. Donc, pourquoi un double standard vis-à-vis des manifestant du 20 avril?

En effet, ce que les mass-médias et certains dirigeants comme Gol ont fait suite à cette manifestation est une banale manipulation visant à renouer les préjugés contre l'immigration et plus particulièrement contre les communautés nord-africaines et turques.

"INTEGRISME" EN BELGIQUE

Cela ne veut pas dire qu'en Belgique il n'existe pas un phénomène baptisé "Intégrisme musulman". Mais l'intégrisme n'est pas un courant propre à l'is-

lam. L'intégrisme est une doctrine qui tend à maintenir la totalité d'un système ou d'une religion et une attitude qui refuse toute évolution. De telles doctrines ou de telles attitudes peuvent être trouvées dans n'importe quelle religion ou dans n'importe quelle famille philosophique ou idéologique.

L'histoire du christianisme est, elle aussi, pleine de nombreux exemples d'intégrisme. Même aujourd'hui, dans cette époque de plein progrès, dans les pays industrialisés telle la Belgique, ce n'est pas exceptionnel de voir des intégristes catholiques niant toute ouverture et toute adaptation de l'Eglise au progrès social, refusant toutes sortes de dialogues avec les autres religions surtout avec les cultes islamique et israélite. Ils vont même jusqu'à s'allier avec des régimes tyranniques sous la bannière de combat contre les courants révolutionnaires ou progressistes. Ce n'est pas, non plus exceptionnel que des intégristes catholiques soient les plus ardents supporters de toutes les mesures discriminatoires, à l'encontre des étrangers non-chrétiens en Belgique. Aussi ne sont-ils pas rares les intégristes chrétiens qui, tout en niant la liberté du culte aux immigrés musulmans, œuvrent pour récupérer leurs enfants à leur cause en se servant de moyens socio-culturels et scolaires.

Heureusement il s'agit de cas minoritaires qui ne peuvent empêcher de mettre en pratique la concertation des différentes composantes de la population de la Belgique et la progression vers une société pluri-ethnique et pluri-culturelle dans la capitale européenne.

Il faut tenir compte que, d'après le dernier recensement de la population effectué en Belgique par l'Institut national des statistiques, au 1er mars 1981, le nombre de ressortissants des pays islamiques s'élève à 186.387 (122.800 maghébina et 63.587 Turcs) alors que ce chiffre était de 68.428 au 31 décembre 1970 et seulement de 1.187 fin 1961. Si la population musulmane dans son ensemble ne constitue que 1,9 pour cent du total de celle du Royaume, elle n'en représente pas moins de 7,9 pour cent à Bruxelles. Ces données chiffrées ne tiennent pas compte de la présence de personnes d'obédience musulmane telles que les Albanais, Afghans, Pakistais, Sénégalais ou Belges, présents en minorité sur le territoire belge. Donc, l'Islam est devenu la deuxième religion de Belgique après la religion chrétienne.

Ce fait exige que les autorités belges ainsi que les mass-médias doivent se préoccuper de la problématique de la communauté islamique avec une vision plus réaliste et plus constructive. Si la phraséologie anti-islamique se poursuit sous le prétexte de lutter contre l'intégrisme islamique, cela provoquera sans aucun doute la montée et le maintien de l'intégrisme islamique sur toute la population musulmane.

"INTEGRISME" EN TURQUIE

Une question qui se pose très souvent: L'intégrisme islamique, construit-il en Turquie un danger politique sérieux tel qu'il s'est produit en Iran?

Un sociologue hollandais, M. Martin van Bruinessen qui a effectué plusieurs études sur ce problème en Turquie, répond par la négative à cette question en ces termes: "Jusqu'à maintenant, l'intégrisme islamique en Turquie est resté un phénomène marginal. La presse l'exagère parfois mais il n'y a pas de danger politique sérieux. Une révolution islamique comme en Iran est imaginable en Turquie pour différentes raisons. Il semble bien que dans l'avenir immédiat plus de gens vont se concentrer du plus en plus sur l'Islam comme essence de leur identité culturelle. Vraisemblablement la critique croissante sur l'occident 'marxiste' et sur l'Etat 'communiste' fera l'Islam plus atti-

nant comme symbole de l'identité propre. Et si les activités d'organisations politiques de gauche et des syndicats sont pour toujours impossible il n'est pas du tout exclu que le proteste social se fera sous le drapeau de l'Islam."

Après s'être éteint pendant quelques décennies sous le pouvoir kémaliste, l'Islam se manifeste depuis les années 50 dans tous les domaines de la société turque.

Les réformes d'Atatürk avaient pour but de faire de la Turquie aussi vite que possible un état industriel, développé socialement et économiquement, moderne et indépendant. Toutes les entraves qui empêchaient le développement devaient être bannies, beaucoup d'entre elles étaient associées avec l'Islam. La plupart des mesures kémalistes n'étaient pas immédiatement dirigées contre le foi populaire mais contre les aspirations politiques de l'Islam. Tout d'abord le califat était démantelé. Presque en même temps, on supprimait la fonction de Seyhülislam (chef spirituel islamique), et avec celle-ci disparaissait l'illusion que la décision de l'Etat seraient d'abord contrôlées par la chariat (la législation islamique). A sa place, on fondait le Directorate des affaires religieuses, appareil qui allait permettre à l'Etat de contrôler la religion, et non l'inverse.

Suite à plusieurs réformes occidentales, l'Islam était devenu une simple affaire individuelle. En plus, pour éviter une résistance éventuelle dans l'avenir on a instauré un programme d'éducation ambitieux et une diffusion active de l'Islam en version sécularisée.

Pourtant la sécularisation de l'Etat et la suppression des institutions islamiques n'étaient pas accompagnées et soutenues par des réformes socio-économiques qui pourraient améliorer les conditions de vie des couches populaires. De plus, l'interdiction des partis politiques de gauche, des syndicats et des organisations démocratiques poussait les masses mécontentes à des regroupements clandestins religieux et des pratiques superstitieuses.

Après la 2ème Guerre mondiale, lorsqu'on introduisit le pluralisme politique, les souhaits des masses prennent tout à coup une énorme importance. Dans la campagne, où vivait 75 pour cent de la population, la restauration de l'Islam était le souhait le plus émotionnel. Après quelques mois d'existence, les partis politiques de gauche et des syndicats étaient une fois de plus interdits et l'Islam restait le seul courant alternatif contre le Kémalisme. A partir de ce moment, tous les partis politiques spéculaient sur les sentiments islamiques. Même le kémaliste CHP affiliait son programme de sécularisation, essayant en vain de garder quelques votes des moines.

En 1950, lorsque le Parti démocratique avait pris le pouvoir, uno de ses premières mesures était la réintroduction de l'appel à la prière en arabe. Le DP introduisait également à nouveau des émissions religieuses sur la radio de l'Etat, et stimulait la construction et la restauration des mosquées. Les autorités devenaient beaucoup plus tolérantes en ce qui concerne les expressions d'ardeur de foi.

Les trois interventions militaires n'avaient à peine comme résultat qu'un ralentissement du processus de réhabilitation de l'Islam. Les officiers qui ont renversé le pouvoir du DP sous la bannière du retour au Kémalisme en 1960, insistant comprendre, quelques mois plus tard, que leur action n'allait pas à l'encontre de la libéralisation relative sur le plan religieux.

La deuxième intervention militaire de 1971, sauf l'interdiction d'un petit parti islamiste, n'a apporté aucune restriction au processus d'islamisation, alors que toutes les organisations de gauche subissaient une répression sans précédent.

Les années 1973-80 constituant la période de la

politisation de l'Islam en Turquie. Le Parti du Salut national (MSP) de Necmeddin Erbakan, avec le soutien de la bourgeoisie anstolienne conservatrice, s'organisa rapidement et devint le troisième grand parti politique du pays. Grâce à sa position clé lors de la constitution des coalitions gouvernementales et sa participation à plusieurs gouvernements, le MSP permettait au mouvement islamique d'être l'une des composantes la plus importante de la vie politique.

La crise pétrolière et la révolution iranienne, elles aussi, ont joué un rôle important dans la remontée de l'Islam en Turquie. Les gouvernements successifs de cette période, quelle que soit leur tendance idéologique ou politique, étaient obligés de donner des concessions aux pays islamiques en échange de l'importation du pétrole.

Pourtant, la politisation de l'Islam par le MSP se constituait pas une menace. Malgré sa collaboration avec les autres formations de droite ou d'extrême-droite, le MSP se montrait partisan d'une démocratie pluraliste et défenseur des intérêts des couches populaires contre l'offensive du grand capital.

Le plus inquiétant était le mouvement néo-fasciste dirigé par le Parti d'Action nationaliste (MHP) de l'ancien colonel Türkeş. Tout en exploitant les préjugés anti-communistes, anti-occidentaux et anti-réformistes, le MHP pouvait dresser une partie de la population islamiste contre les progressistes, même contre les adhérents d'une secte islamique minoritaire, les Alévites.

La terreur sanglante des Loups Gris du MHP a pris des dimensions de pogroms à deux reprises: En décembre 1978, quelques mille sunnites, incités par les activistes du MHP, ont attaqué les quartiers alévites de la ville de Kahramanmaraş, en assassinant plus de cent personnes et en saqueant toutes les maisons, magasins et bureaux appartenant à cette communauté ainsi qu'aux gens progressistes. En juillet 1980, une autre attaque de même sorte s'est répétée dans la ville de Corum.

La justice qui s'est emparée du pouvoir le 12 septembre 1980, tout en visant les organisations de gauche et démocratiques, se montrait également répugnante à l'égard de l'extrême-droite, chauviniste ou intégriste, mais cela uniquement dans le but de justifier son putsch en se présentant comme un arbitre au-dessus de toute sorte d'extrémisme.

Bien que la justice militaire a entamé quelques procès politiques à l'encontre des partis néo-fascistes et islamistes, quelques mois plus tard tous les dirigeants de ces partis ont été mis en liberté. De plus, dans la nouvelle structure politique, les activistes de ces deux extrémismes se sont bien infiltrés dans l'appareil de l'Etat ainsi que dans le Parti de la Mère-patrie (ANAP), qui est au pouvoir depuis 1983. De plus, les néo-fascistes et les intégristes ont constitué leurs nouveaux partis politiques, respectivement le Parti nationaliste du Travail (MÇP) et le Parti du Bien-être (RP), avec le soutien actif des anciens dirigeants de ces courants qui sont exclus de la vie politique pour une période de dix ans.

Aors qu'ils se prétendent les héritiers du Kémalisme, les militaires, dans le but de récupérer les effectifs militants de ces deux courants, ont pris une série de mesures, tout en niant le principe de la laïcité de l'Etat.

Le général Evren, dans tous ses discours, fait des allusions aux textes coraniques pour justifier ses arguments anti-démocratiques. Le régime militaire ainsi que le pouvoir de l'ANAP ont accéléré l'ouverture vers les pays islamiques en vue de développer les rapports économiques et commerciaux avec ces pays. Le général Evren, ses premiers ministres et ministres par-

tiennent très souvent à des réunions des pays islamiques et font la navette entre plusieurs capitales du monde arabe.

En pratique, c'est la première fois dans l'histoire moderne de la Turquie que les cours de religion dans l'enseignement secondaire sont rendus obligatoires alors qu'avant ils étaient facultatifs. Par ailleurs, à côté des cours officiels, des cours clandestins fleurissent encore plus qu'avant.

REACTIONS INTEGRISTES

Quand on parle de l'Islam, il faut tout de suite souligner qu'il n'est pas du tout monolithique. Tout d'abord, les deux sortes adverses de l'Islam, les Sunnites et les Alévites, sont bien représentés dans la société turque. Alors que les Sunnites constituent la majorité absolue, les Alévites sont la plus grande minorité religieuse de la Turquie. Leur nombre n'est pas bien connu. Vraisemblablement cela se situe aux environs de 10 millions sur une population totale de 50 millions. Il y en a qui parlent le turc, les autres parlent le kurde. Cette secte peut être comparée à des mouvements messianistes qui, à la fin du moyen-âge en Europe, voulaient l'état idéal sur la terre. A partir du 14ème et du 15ème siècles les Alévites se sont révoltés à plusieurs

reprises contre l'Etat despotique dominé par les Sunnites et ont mené également plusieurs mouvements de protestation sociale. En général, la Communauté alévite, malgré leur parenté avec les Shiites d'Iran au point de vue historique, sont plus ouverts et plus démocrates que les Sunnites. Cela est probablement dû à leur statut minoritaire en Turquie, alors que les Shiites sont toujours majoritaires en Iran. Dans l'histoire moderne, les Alévites ont soutenu d'abord le réformisme kâmaliste et par après les mouvements de gauche.

Alors que les Sunnites tiennent dans leurs mains le Directorate des Affaires religieuses, à côté de la forme officiellement tolérée, parallèlement se développe une rennaissance des tendances islamiques beaucoup plus radicales. Celles-ci repoussent totalement le sécularisme et voudraient un retour à la source.

La première tendance qui faisait parler d'elle par quelques actions spectaculaires était l'Ordre des derviches *Ticari*. Vers 1950 des membres faisaient exploser quelques bustes d'Atatürk. Le mouvement a alors réagi d'une façon tellement brutale et efficace que le *Ticari* disparaissait définitivement.

Le groupe islamiste le plus remarquable était celui qui s'était associé, lors des dernières élections, avec le MSP: *La vision nationale*. Cette tendance représente

A PROPOS DES ADHESIONS A LA FONDATION ISLAMIQUE

Dans notre bulletin du juin 1985, on faisait état de la constitution de la Fondation Islamique turque, nous disions: "Ce qui est étonnant, c'est que juste après l'inauguration du centre de la Fondation Islamique turque, l'Association de Solidarité avec les Travailleurs turcs à La Louvière (TIDD), dirigée par des militants de la CSC, a décidé elle aussi d'adhérer à cette fondation pro-gouvernementale... La plupart des dirigeants de cette association figurent également parmi les fondateurs ou permanents de Turk-Dama, une association mise sur pied par les Syndicats chrétiens (CSC)."

Les dirigeants de la TIDD ont réagi violemment à cette constatation le 15 octobre 1985 en nous envoyant une lettre rédigée sur un ton très agressif. Alors que notre Bulletin paraît uniquement en langues française et anglaise, la lettre, elle, nous a été adressée en turc. Curieusement, ils exigèrent de nous de la publier telle quelle. Par une lettre recommandée du 2 novembre 1985, nous avons demandé aux dirigeants de la TIDD de nous envoyer le même texte en français afin d'éviter des inexactitudes de traduction. Malheureusement, jusqu'ici nous n'avons reçu aucune suite à cette demande. Donc, nous reproduisons les points principaux de leur réponse en les traduisant en français par nos soins.

Signé par C. Ozden au nom du Conseil d'administration de la TIDD, la lettre tente de justifier leur adhésion à la Fondation Islamique turque en ces termes:

"L'adhésion de notre association à la Fondation Islamique turque a été décidée par un congrès tenu le 18 mai 1985 en présence de tous nos membres. Comme la grande majorité de la communauté turque en Belgique, les membres de notre association sont attachés à la religion Islamique. Pour cette raison, cette fondation qui peut être considérée comme une garantie pour le rapatriement des défunts a suscité l'intérêt de nos membres aux points de vue spirituel et matériel. Tous ceux qui ne considèrent pas les organisations démocratiques de masse comme un appareil peuvent comprendre les raisons de notre adhésion à cette fondation. Notre adhésion ne signifie pas que nous partageons les points de vue des autres organisations ou personnes qui participent à cette fondation.

"Cette fondation regroupe des gens de différentes tendances. L'on constate, par ailleurs, que les associations qui n'ont aucun membre musulman et celles qui ne s'occupent que de la publication de bulletins d'information n'adhèrent pas à cette fondation. Et cela est tout à fait normal. D'autre part, des formations dont les membres ont rompu avec les traditions nationales (tel par exemple l'envoi du corps après le décès au pays d'origine) ne participent pas à la fondation.

"Quant à votre affirmation que parmi nos membres figuraient des adhérents de la CSC, nous ne savons pas du tout à quels syndicats ils sont affiliés parce que nous ne les avons jamais fichés. Mais si vous insistez en mentionnant d'appareil, vous pouvez venir ici et fichez nos membres(1)."

En analysant cette réponse, nous constatons que:

1. La lettre confirme notre information en ce qui concerne leur adhésion à la Fondation Islamique turque.

2. Etant un colloquiel qui a un respect entier aux choix philosophiques et politiques des tiers, nous n'avons jamais mis en question leur attachement à la religion Islamique. Chaque musulman a le droit d'assurer ses pratiques religieuses et le rapatriement de son corps en cas de décès. Nous savons très bien que ce deuxième point a toujours été l'une des préoccupations les plus importantes des immigrés et des exilés.

3. Ce que nous avons reproché c'est que les préoccupations des croyants sont bien exploitées par des représentants d'un régime de caractère fascisant ainsi que les organisations d'extrême-droite.

4. Nous n'avons jamais affirmé que l'association en question partage le point de vue des autres

personnes ou organisation qui adhèrent à la même fondation. C'est pour cela que nous avons signalé leur adhésion à cette fondation avec "étonnement". L'adhésion d'une association pluraliste regroupant aussi des travailleurs progressistes à une fondation constituée par le régime d'Ankara et influencée par une forte présence des "Loups gris" ne peut pas se justifier par les "intérêts spirituels et matériels" de ses membres. Dans l'histoire de l'immigration en Europe, on n'a jamais vu une association démocratique adhérer à une initiative, quelle soit spirituelle ou sociale, des régimes des Colonels grecs ou de Franco ou de Salazar. Il ne s'agit pas ici de considérer les organisations démocratiques de masse comme un *apparatchik*, mais de rappeler leur devoir démocratique à tous ceux qui se prétendent démocrates.

5. Quant aux allusions faites à des organisations qui "n'ont aucun membre musulman ou bien les formations qui ne font que la publication de bulletins d'informations", parmi les associations démocratiques constituées par des ressortissants de Turquie en Belgique nous ne connaissons aucune association qui soit conforme à cette description. Par contre, il y a beaucoup d'associations démocratiques de ressortissants de Turquie en Belgique qui n'ont jamais pensé adhérer à une fondation constituée par le régime d'Ankara et influencée par les "Loups gris".

6. Parmi ces derniers, il y a des associations dont certains animateurs ont été privés de la nationalité turque par le régime d'Ankara pour avoir lutté contre la violation des droits de l'homme en Turquie et pour défendre les intérêts du peuple de Turquie et ceux de l'immigration turque. Bien sûr, ils ont connu cette amertume. Sans aucun doute, tant que ce régime ne soit pas renversé, leur retour au pays d'origine ainsi que le rapatriement de leur corps, en cas de décès, est hors de question. Le plus grand poète de Turquie, Nazım Hikmet, et le plus grand cinéaste de Turquie, Yılmaz Güney, tous deux sont morts en exil et leurs corps n'ont pas pu être rapatriés alors qu'ils avaient donné les meilleurs exemples de patriotisme. Même s'il sera possible un jour de rapatrier leurs corps en Turquie, les démocrates ne souhaiteraient jamais qu'il se fasse par le biais d'une fondation à la solde d'un régime contre lequel ils luttent.

7. Quant à des propos relatifs à la CSC, il s'agit d'une pure et simple démagogie. Autant que nous sachions, ni la CSC ni la TIDD ne sont des organisations clandestines. Les noms des dirigeants de la TIDD ont été affichés dans un journal turc pro-gouvernemental. Ce sont les mêmes dirigeants qui figurent toujours dans les réunions des militants de la CSC. Un de ces noms est également fondateur et premier président de *Türk-Danış*, une asbl mise sur pied par la CSC. Quant au signataire de la lettre en question, lui aussi se manifeste très souvent dans les réunions de la CSC ou représente *Türk-Danış* dans les réunions organisées par d'autres organismes. Recourir à cette sorte de démagogie est vraiment déplorable pour une association qui se prétend défendre les intérêts de la communauté turque.

8. Enfin quelques mots sur le terme d'*apparatchik*. D'après le *Faiz Robert*, ce mot russe signifie "membre influent du parti communiste, formé et dirigé par celui-ci".

Primo, notre association étant défenseur d'une démocratie réelle en Turquie, défend aussi bien la liberté pour le parti communiste que pour les autres. Par ailleurs, parmi ses membres il n'y a aucun *apparatchik*.

Secundo, d'étiqueter de "communiste" tous ceux qui contestent le régime d'Ankara est une méthode banale des milieux d'extrême-droite. Il paraît qu'après l'adhésion à la fondation, les dirigeants de la TIDD, sous l'influence de ces milieux, ont adopté la même méthode.

Tertio, nous n'avons jamais besoin de ficher des gens pour démontrer leur incohérence et inconséquence tel militer d'une part dans un syndicat ouvrier qui condamne le régime d'Ankara, et d'autre part, adhérer à une fondation qui a été constituée et dirigée par le même régime. La tenue des fiches est une affaire des services de renseignements du régime d'Ankara qui, grâce aux informations obtenues par le biais des formations comme la fondation islamique turque, dressent des listes noires et privés de la nationalité turque des démocrates figurant dans ces listes. Si les dirigeants de la TIDD sont contre l'utilisation d'une telle méthode, nous leur conseillons amicalement de réévaluer leurs rapports avec les milieux pro-gouvernementaux et d'extrême-droite et de rectifier leur erreur avant qu'il ne soit trop tard.

un groupe d'intérêt spécifiquement économique qui s'oppose fermement à la politique de développement économique du capitalisme occidental. Ceci est d'autant mieux qu'on peut facilement combiner avec une vision islamiste et avec une ambition pour une meilleure coopération économique et politique avec le reste du monde islamique. Ces dernières années, elle n'a pas caché son admiration pour la révolution islamique en Iran. Au lieu d'attaquer le système d'Etat de Turquie frontalement, la Vision nationale essaie de changer les choses de l'intérieur, en participant au gouvernement. Le MSP avait 11,8 pour cent des voix lors des élections de 1973.

Pourtant le MSP, ou la Vision nationale sont contestés par diverses tendances, notamment par les *Nurcu* et les *Süleyman*. Toutes les deux existent en forme organisée depuis les années 50. Elles se basent sur les idées de deux figures religieuses: Sıddı Nursi et Süleyman Hilmi Tunahan.

Sıddı Nursi, mort en 1960, était un Kurde, élevé

dans les milieux des *medressés* et des ordres de *derwishes*. Il était également actif dans les organisations nationalistes kurdes jusqu'à 1923. Il a écrit le *Risale-i Nur* (le *Traité de la Lumière*), un ouvrage auquel les *Nurcu* empruntent leur nom. Ce mouvement, qui selon son propre dire, a quelques millions de disciples, est composé de groupes de personnes qui étudient ensemble le *Risale*, ils ne lient presque rien d'autre. Les *Nurcu* ont soutenu en 1973 le MSP, mais plus tard, le Parti de la Justice (AP).

Les *Süleyman* sont encore plus conservateurs que les *Nurcu*. Disciples de Süleyman Hilmi Tunahan, mort en 1939, ils forment une secte qui est liée avec une section de l'ordre de *derwishes Nakibendi*. Ils croient très fort que la fin des temps est proche. Le chemin que Süleyman a montré serait la dernière voie pour la délivrance. Les cours de Koran sont vraisemblablement l'activité la plus importante dont s'était occupé Süleyman pendant sa vie. Ils ont leur propre éducation religieuse. Süleyman et ses disciples n'ai-

maient guère l'islam sécularisé tel qu'il est propagé par le Directeur des affaires religieuses, et ils appliquaient un boycott de toutes les écoles de religion officielle.

Le fait que le AP leur offrait en 1977 un nombre de sièges dans le parlement, en échange de leur appui donne une indication claire sur leur base populaire.

Les Süleymanci ne se sont jamais rangés ouvertement contre le système d'Etat séculaire, peut-être pour ne pas mettre en danger leur représentation dans le parlement. Pourtant ils sont surtout très actifs contre tout ce qui est de gauche, qu'il s'agit d'Evroit ou des syndicats ou des Alévites. Ces derniers sont considérés comme des renégats, pire que les athéistes et plus encore que les communistes. A première vue il semble paradoxal que les Süleymanci soient aussi opposés au MSP, et qu'ils critiquent négativement la révolution iranienne. La raison à cela provient de leur anti-communisme et l'angoisse que suscite chez eux l'Union soviétique. Ils croient qu'une Amérique forte est la seule garantie contre le communisme. En cela, ils sont très proches des conceptions saoudiennes.

Les tendances islamistes les plus connues sont, à part de la Vision nationale et peut-être une partie des Nurcu, traditionnalistes et réactionnaires. Ils se révoltent contre les changements sociaux et veulent la restauration d'un passé fort idéalisé. Ceci est très lié à la base sociale de leur faction, qui est constituée surtout par des gens qui se sentent menacés par les développements socio-économiques (petite bourgeoisie) ou ceux qui se sentent déjà perdus et qui cherchent une stabilité (les villageois qui sont allés dans les grandes villes ou bien dans les pays industrialisés). C'est là qu'a commencé leur relation avec le mouvement fasciste, qui s'appuie sur les mêmes groupements.

On ne peut pas qualifier ainsi tous les islamistes. Il y a aussi (bien qu'ils semblent ne pas être organisés), ceux qui veulent introduire des changements sociaux profonds. Eux, aussi, refusent le sécularisme et ils veulent que l'islam soit la base de l'ordre social, toutefois ils rejettent toutes les interprétations réactionnaires de l'islam. Pour eux, l'islam est la religion de la justice sociale et économique, dans laquelle il n'y a pas de place pour l'exploitation d'une personne par une autre. L'islam est la source d'inspiration pour la révolte contre l'oppression, et donc aussi pour l'anti-impérialisme. De plus en plus, les étudiants, surtout des facultés techniques, s'intéressent à l'islam et à un "socialisme islamique".

En conclusion, les groupements islamistes représentent une partie considérable du peuple. Mais l'une des raisons qui explique la pleine expansion islamiste est sans aucun doute l'exclusion des mouvements de gauche de la scène politique. Surtout, les jeunes qui souffrent de l'injustice sociale, du manque de moyens d'éducation et de travail, de bouleversement socio-culturel suscité par le changement des rapports de production, adhèrent, en absence d'une alternative de gauche, aux tendances islamistes.

Pourtant les islamistes sont trop peu nombreux (10 à 15 pour cent de la population) et surtout trop divisés entre eux pour être une menace réelle. Il ne faut pas s'attendre en Turquie à une révolution à l'iranienne. Leur signification politique reste marginale. La restauration de la Charîa en tant que loi dominante n'est pas un idéal que souhaitent la majorité des Turcs, et cela ne changera guère dans l'avenir. Probablement la signification d'être musulman, en tant que moyen d'identification culturelle augmentera.

Ainsi que l'a constaté le sociologue Van Bruinssen, "longtemps les Turcs se sont considérés comme faisant partie de l'Europe. Ils se rendent de plus en

plus comptés qu'ils sont aussi bien une partie du Moyen-Orient. Les événements dans cette région influenceront la Turquie de plus en plus et à cause de cela il semble inévitable que l'intérêt politique de l'islam, les variantes "gauche" aussi bien que "droite", augmenteront toujours.

"INTEGRISME" DANS L'IMMIGRATION

Comme nous l'avons détaillé dans l'article principal de ce numéro, les tendances islamistes se propagent surtout parmi des gens qui se sentent menacés par les développements socio-économiques (petite bourgeoisie) ou parmi ceux qui se sentent déjà perdus et qui cherchent une identité et une stabilité (les villageois qui ont immigrés vers les grandes villes ou bien vers les pays industrialisés).

Faisant partie de cette dernière catégorie, les immigrés musulmans en provenance de Turquie, constituent un terrain fertile pour toutes les tendances islamistes ainsi que pour le mouvement néo-fasciste qui exploite bien les sentiments religieux et nationalistes des populations dépayés.

Il faut se rappeler que l'immigration turque est la plus récente en Europe comparée aux autres communautés immigrées. Elle a d'abord commencé à s'organiser dans le cadre des initiatives visant à construire des mosquées et à assurer le rapatriement des corps des défunts. Au début, c'étaient là les initiatives les plus urgentes pour les ressortissants turcs qui se trouvaient dans des pays dont la religion et les coutumes sont tout à fait différentes.

A côté de leur tâche initiales, ces associations ont également essayé d'aider leurs adhérents dans leurs problèmes quotidiens comme la traduction de papiers dans les langues du pays d'accueil, et elles ont joué le rôle d'intermédiaire dans leurs relations avec les autorités locales.

Avec l'arrivée des enfants de travailleurs turcs dans le cadre du regroupement familial, et pour assurer leur attachement aux valeurs religieuses, ces associations ont commencé à organiser des cours coraniques en faisant venir des "imams" ou "hodjan" de Turquie.

C'est là que les tendances islamistes et nationalistes ont saisi l'occasion et ont commencé à envoyer leurs propagandistes aux pays européens. En effet, l'arrivée massive des travailleurs immigrés turcs en Europe coïncide avec la montée des mouvements néo-fascistes et intégristes dans leurs pays d'origine.

Ainsi que les Loups Gris du néo-fasciste MHP s'organisaient dans les *Foyers d'Idéal* (Ulku Onkilar) et récupéraient les croyants turcs, deux tendances islamistes principales de Turquie, la *Vision Nationale* (Millî Görüş), liée au Parti du Salut national (MSP), et les Süleymanci ont commencé à s'organiser d'abord en Allemagne fédérale, et se sont étendues aux Pays-Bas et à la Belgique.

Les mosquées dispensent les cours coraniques n'appartiennent pas tous à une des trois influences, pourtant le grand pourcentage le confirme quasi même.

Laisant les Loups Gris à la fin de cette étude, abordons d'abord les deux tendances appelées: la Vision nationale et les Süleymanci.

La montée de la Vision nationale s'est faite rapidement grâce à la participation du MSP aux gouvernements de coalition successifs. La navette faite par les ministres ou députés du MSP entre Ankara et les capitales européennes a bien servi à la légitimation de ce mouvement parmi les travailleurs immigrés. Les organisations de la Vision nationale, surtout après la révo-

lution iranienne, ont mobilisé leurs adhérents à manifester dans les rues des grandes villes européennes afin de montrer leur sympathie au régime de Khomeiny et aussi pour revendiquer la levée des obstacles devant la propagation de l'islamisme. Le journal quotidien Millî Görüş de ce mouvement se vend dans toutes les villes européennes, et plusieurs mosquées sous leur contrôle propagent la vision nationale.

Alors que la Vision nationale s'est légitimisée en Turquie grâce au MSP, et après le coup d'état, grâce au Parti du Bien-être (RP), les Süleymanci sont restés un mouvement dont les autorités turques ne méfient le plus. L'Europe est le meilleur terrain d'action pour eux pour gagner de l'influence. Pour cela, ils utilisent quelques européens de bonne volonté qui veulent faire quelque chose pour les musulmans et qui ne se rendent pas compte que les Süleymanci ne sont pas les représentants des musulmans simples mais d'une secte intégriste. Le grand-organisateur est Harun Reait Tüyüboğlu, qui habite à Cologne depuis 1975. Bien que les Süleymanci ne croient pas qu'un musulman peut être l'ami des Chrétiens et des Juifs, Tüyüboğlu a une relation très secrète avec le cardinal de Cologne Höffner, et avec le membre du parlement du CDU, Albrocht Hasslinger. Depuis 1978, les Süleymanci ont leur propre hebdomadaire: Anadolu. Les Süleymanci ont également beaucoup d'influence dans une organisation politique, proche du Parti de la Justice (AP): Hür-Türk (Turc libre), qui a des rapports privilégiés avec le CDU. Les Süleymanci ont leurs propres mosquées et écoles coraniques.

"LOUPS GRIS" EN EUROPE

Parmi les tendances se prétendant défenseur de l'islam, la plus dangereuse est sans aucun doute "Les Loups Gris" qui s'organisent dans les Foyers de l'Idéal (Ulku Ocakları).

Ces activistes du parti néo-fasciste de l'ancien colonel Türkeş, MHP, sont bien organisés dans tous les pays européens accueillant les travailleurs immigrés turcs. Ils avaient d'abord constitué des sections locales du MHP, mais le fait qu'à l'époque, le Code des partis politiques interdisait aux partis de s'organiser à l'étranger, la Cour Constitutionnelle de Turquie avait mis en garde le MHP en l'avertissant qu'il serait définitivement interdit s'il ne supprimait pas ses sections à l'étranger. Sur ce, à partir de 1977, les Loups gris ont dissout les sections du MHP et se sont organisés dans des associations parallèles telles que "Foyer de l'Idéal" ou "l'association culturelle turque" (Türk Kültür Derneği).

À la suite de plusieurs visites de leur chef Türkeş dans les pays européens, toutes ces associations de Loups gris se sont regroupées sous la direction de la TURK-FEDERASYON, qui a son siège à Francfort (RFA).

Pendant que les Loups gris en Turquie, avec le soutien de l'Organisation de Contre-Guérilla de l'Armée turque, poussaient la Turquie à la violence politique pour préparer le motif du Coup d'état militaire, leurs compagnons en Europe ont commis plusieurs actes de violence pour intimider les travailleurs turcs de gauche. (Tous les détails de la terreur des Loups gris en Europe avaient été donnés dans le numéro de juin 1985 d'Info-Türk).

Après le coup d'état militaire de 1980, suite à la dissolution du MHP et à l'arrestation de leurs chefs en Turquie, les Loups gris établis en Europe ont réduit leurs activités publiques et on veillait à passer cette période sans avoir d'ennuis.

En outre, l'attentat contre le Pape par un loup gris, Mehmet Ali Ağca, en 1981, et l'implication de noms

de plusieurs dirigeants du MHP et de la Türk-Federasyon dans cette affaire obscure, a été un autre élément éclipçant cette tendance.

Pourtant, pendant cette période, les organisations de Loups gris se sont consacrées à l'organisation des services religieux telles que les mosquées ou les cours coraniques et à recruter les croyants turcs pour amplifier leurs bandes.

Pour tromper l'opinion publique, beaucoup d'organisations de Loups gris ont changé leur appellation. Par exemple, en Belgique.

À cette fin, ils ont changé leurs noms en y insérant le mot "islamique". Par exemple, en Belgique, beaucoup d'organisations de Loups gris s'appellent "L'Association de culture turco-islamique" et toutes ces associations se regroupent depuis avril 1984 au sein de la Fédération des Associations turco-islamiques, en abrégé *Türk-Islam Federasyonu* (la Fédération turco-islamique).

Le président de cette fédération, Salahattin Saygin est également membre du Conseil d'administration de la Türk-Federasyon, regroupant toutes les associations de "Loups gris" en Europe.

Après la mise en liberté du colonel Türkeş et les autres dirigeants néo-fasciste en Turquie, les Loups gris ont remis les dents. Alors que Türkeş soutient une nouvelle formation néo-fasciste, le Parti nationaliste du Travail (MCP), et fait des déclarations publiques, les Loups gris en Europe organisent très souvent des réunions spectaculaires en présence des représentants diplomatiques de Turquie et des dirigeants de divers partis politiques de droite.

CONGRÈS SPECTACULAIRE EN BELGIQUE

L'Assemblée générale de la Türk-Islam Federasyonu en Belgique est le dernier exemple. Ce rassemblement des Loups Gris s'est fait le 26 avril 1986 à Anvers en présence de l'ancien vice-président du ANAP, le parti de droite actuellement au pouvoir, et du Consul de la République de Turquie. En dépit des protestations des organisations démocratiques turques et belges, les autorités communales ont refusé d'interdire la tenue du congrès. Ainsi, après une intervalle de cinq ans, les loups gris ont été crédités à nouveau avec la bénédiction des autorités turques et belges.

En effet, la légitimation des organisations des Loups gris avait déjà commencé il y a quatre ans. La junte militaire, compte tenu du fait que tous les objectifs politiques du parti néo-fasciste étaient identiques aux siens, avait ordonné aux missions diplomatiques turques à l'étranger de regrouper toutes les associations de droite, y compris celles des Loups gris, au sein d'une seule fédération pour chaque pays.

Pourtant, toutes les démarches de ce sens ont abouti à un échec à cause des divergences idéologiques et politiques entre les organisations islamiques. À l'heure actuelle, les associations de droite turques se sont regroupées dans trois différentes fédérations, dont la Türk-Islam Federasyonu.

À part cette tentative, l'Ambassadeur de Turquie a lancé une autre initiative visant à assurer le contrôle, tout au moins sur les activités religieuses des associations de droite. Le 29 décembre 1982 la mise sur pied de "La Fondation turque des affaires religieuses islamiques" (Türk İslam Diniyat Vakfı) a été annoncé par la presse turque. Parmi les fondateurs de cette fondation qui regroupent toutes les mosquées de tendances différentes figurent le Président du Directorate des affaires religieuses de la République de Turquie, Tayyur Altıkuşak et plusieurs conseillers religieux des ambassades turques en Europe. L'Ambassadeur turc en Belgique, Faik Melek, a été nommé prés-

président d'honneur. Cette fondation a fait construire un centre religieux au Boulevard Général Jacques 38, 1050 Bruxelles, qui lui a coûté 18 millions FB.

L'inauguration de ce centre s'est déroulée le 11 mai 1985 en présence du ministre d'Etat turc Kazim Okay ainsi que des dirigeants de trois fédérations de droite dont Salahattin Saygin, chef des Loups gris en Belgique. Au cours de la cérémonie, Okay a déclaré: "Au cœur de l'Europe, au sein d'une des plus importantes communautés chrétiennes du monde, vous menez des activités en vue de promouvoir nos valeurs. Toutes les autres idées sont inférieures par rapport aux autres et elles sont condamnées à disparaître dans l'avenir alors que l'Islam vivra éternellement."

Etant donné que les associations de Loups gris sont les plus puissantes par rapport aux autres, il est bien évident que cette nouvelle fondation ainsi que les autres associations, en y faisant partie, se verront fort influencées par la Türk-Islam Federasyonu.

Donc, si l'on parle d'une véritable menace en provenance de l'extérieur, notamment de la Turquie, il faut d'abord tenir compte de la menace croissante des Loups Gris. Curieusement dans la presse belge, suite à la manifestation contre le raid américain en Libye, on a beaucoup parlé, entre autres, des *Süleymaniye*, mais on n'a jamais prononcé aucun mot relatif aux Loups gris, qui font un endoctrinement dans la population turque non seulement intégriste, mais également fasciste et chéouviniste.

De plus, le régime turc compte sur ce mouvement néo-fasciste pour enfermer les immigrés turcs dans leur ghetto culturel, et dont le développement est de plus en plus croissant à cause du manque d'une véritable politique d'intégration des pays d'accueil.

La Belgique, parmi ces pays, tient une position particulière, parce que c'est le pays qui a reconnu pour la première fois en Europe le culte islamique. Mais cette reconnaissance hâtive n'a pas été accompagnée par une structuration correspondant aux réalités de ce pays. Le gouvernement belge, au lieu de créer une structure excluant toutes les menaces intégristes, a privilégié le Centre Islamique et Culturel de Belgique comme seul interlocuteur. C'est un centre qui a été mis sur pied avec le financement des pays islamiques et dirigé par un conseil constitué par les ambassadeurs de mêmes pays, dont la Turquie.

Certaines initiatives consistent les privilèges du CICB, lancées par des permanents immigrés des syndicats et des personnalités belges, comme l'Association "Culture et Religion Islamique" (CRI), ont abouti à un échec pour les raisons détaillées dans un autre document.

Donc, les immigrés musulmans turcs sont devenus des otages du régime d'Ankara d'une part, et d'autre part, du mouvement néo-fasciste. Les mass-media qui font des bruits sur la manifestation contre le raid américain, ne veulent pas voir la menace véritable qui se développe au sein de la Communauté turque.

L'ÉCHEC DE L'INITIATIVE DU "CRI"

L'hégémonie institutionnelle exercée par le Centre Islamique et Culturel quant à la gestion territoriale de l'Islam a été contestée à plusieurs reprises et a même donné naissance à des tentatives de création de contre-pouvoirs. La plus ancienne a abouti à la création en 1977 d'une asbl, *Culture et Religion Islamique* (CRI), fondée par 124 personnes, belges, turques et marocaines dont l'objectif est de "promouvoir dans le respect de son pluralisme et de sa diversité, la religion et la culture islamique". Cette asbl résulte d'une double exigence: s'opposer, d'une part, à l'hégémonie du Centre et surtout, d'autre part, à sa liaison et à sa dépendance vis-à-vis des Etats d'origine des migrants, particulièrement le Maroc, la Turquie et la Tunisie. Les opposants politiques à ces Etats craignent en effet la minuscule sur l'immigration par le biais des mosquées et des enseignants de religion. C'est par rapport à la désignation des enseignants que le CRI semble surtout vouloir régner. Cet intérêt privilégié est dû, en outre, aux préoccupations relativement "laïques" des membres de l'asbl et donc à leur relative distance vis-à-vis du monde des mosquées. C'est la dimension culturelle de l'Islam plutôt que sa dimension religieuse qui est donc ici le centre des préoccupations. Mise à part la désignation (par une procédure relativement marginale) de quelques enseignants de religion islamique dans les écoles, cette asbl ne s'est pas avérée efficace et n'a pas abouti à des résultats quant à l'acquisition d'une position institutionnelle solide." (F. Desmet - A. Bontenier, *L'Islam Transplanté*, Éditions EPO, 1984, pp.183-184).

En effet, cette asbl qui, dans ses statuts, répudie toute forme de hiérarchie cléricale, avait été constituée avec l'appui actif des deux centrales syndicales belges et sa gestion avait été confiée aux permanents turcs et marocains de ces dernières.

Pourtant, malgré ce soutien syndical, les dirigeants de cette asbl, non seulement ils n'ont jamais pris d'initiatives en vue d'empêcher la récupération des immigrés musulmans par des tendances d'extrême-droite ou par des régimes répressifs marocain et turc, mais ils ne se sont même jamais soucés de tenir une assemblée générale en vue de développer, au moins, une réflexion sur ce sujet, et ce depuis 1977, alors que les statuts en prévoient une chaque année dans le courant du mois d'octobre.

Par contre, il a été clairement mis en évidence grâce à plusieurs plaintes déposées par des membres des communautés marocaines et turques, que certains membres du Conseil d'administration, élus juste au début, en 1977, suraient abusé du nom de CRI, à l'usage de ses membres à des fins personnelles.

Dans l'optique d'aider les immigrés musulmans en Belgique, les arrêtés royaux de 10 juillet 1952 et 11 mai 1971 avaient prévu la désignation des conseillers religieux ou moraux et de leur allouer des indemnités. Il s'est récemment avéré que certains permanents syndicaux, qui figurent également parmi les fondateurs du CRI, s'étaient imposés comme conseillers religieux ou moraux et ont touché pendant des années des indemnités complémentaires, cela sans avoir jamais effectué aucune fonction combattant à ce poste rémunéré.

De plus, ils ont fait désigner comme "conseiller religieux ou moral" leurs proches, toujours en les employant dans des fonctions qui n'ont aucun rapport avec celles qui sont prévues dans les arrêtés royaux.

Suite à plusieurs plaintes provenant des deux communautés musulmanes, l'Exécutif de la Communauté française a dû arrêter le 11 mars 1983 une nouvelle modalité pour l'attribution de poste de "conseiller moral ou religieux". D'après cet arrêté, les conseillers religieux islamiques seraient désignés

par le Ministre sur proposition des associations représentatives des communautés islamiques. De plus, à leur serait alloué des indemnités par le biais des associations sans but lucratif dont les noms sont proposés toujours par les associations représentatives des communautés islamiques.

Une dernière plainte auprès du Procureur du Roi a mis en évidence le fait que ces postes de conseillers religieux ou moraux sont toujours occupés par un certain nombre de dirigeants du CRI, ou leurs proches et aussi que le M.C.F. a accepté le CRI comme une "association représentative des communautés islamiques", alors que celui-ci n'a jamais effectué les tâches prévues dans ses statuts et qu'il n'a jamais tenu d'assemblées générales depuis 1977. C'est encore le CRI qui a proposé au MCF les noms des ashi auxquelles seront attribuées de nouveaux conseillers religieux ou moraux. Bien évidemment, il s'agit des ashi mises sur pied par les mêmes dirigeants du CRI.

Ce nouvel abus a eu pour effet de susciter une nouvelle confusion dans l'esprit des communautés musulmanes. La situation irrégulière et les abus répétés du CRI ont été dénoncés par les victimes de ces pratiques révoltantes.

La-dessus, certains fondateurs du CRI ont exigé des auteurs de ces pratiques de convoquer une assemblée générale extraordinaire en 1985. Au grand étonnement des observateurs, cette assemblée ne s'est tenue qu'avec la participation d'un dizaine de fondateurs sur 124. Cette absence massive est due soit au fait qu'un grand nombre de fondateurs n'ont pas été convoqués, soit à cause de leur désintéressement du sort de la communauté musulmane de Belgique.

Afin de mettre aux oubliettes toutes les irrégularités et tous les abus commis dans le passé, l'Assemblée générale a décidé de dissoudre le CRI. Une opération qui n'a même pas fait l'objet du moindre écho dans les mass-médias, alors que la "menace de l'intégrisme" et les moyens éventuels de lutter contre cette menace faisaient couler beaucoup d'encre.

Après la dissolution, quatre responsables principaux de ces irrégularités et de ces abus, dont deux permanents actuels de la CSC et deux anciens permanents de la FGTB ont poussé l'audace jusqu'au point de constituer, à l'insu des fondateurs du premier CRI, une nouvelle ashi, avec les mêmes sigles "CRI", et ceci afin de la présenter au Ministère des Affaires sociales de la Communauté française comme une "association représentative et crédible" de la communauté islamique. Il s'agissait d'un simple jeu de mots. Alors que le premier CRI était "Culture et Religion Islamique", le deuxième, lui se traduisait par "Centre des Recherches Islamiques".

Toutes ces manoeuvres ont été bien évidemment engagées en vue de continuer de bénéficier uniquement de fonds destinés principalement à l'aide des immigrés musulmans, mais illicitement détournés à des fins privées et personnelles n'ayant aucun rapport avec les objectifs des arrêtés royaux du 10/07/52 et du 11/05/71.

L'échec du "CRI" suscite beaucoup de questions en ce qui concerne l'intervention des organismes belges dans les affaires islamiques. Quelles sont les leçons tirées de l'échec de cette initiative? Est-ce que les laïcs peuvent lancer une autre initiative, tout en évitant les erreurs commises dans l'expérience du CRI, pour lutter contre la récupération des immigrés musulmans par les régimes répressifs des pays d'origine ou par des courants d'extrême-droite?

Un des co-auteurs de "L'Islam Transplanté", M. Felice Dassetto nous a formulé ces propositions en ces termes:

"1. Tout d'abord un constat: le temps perdu a été considérable. Si certaines choses étaient possibles en 1976-78... elles le sont moins aujourd'hui!

"2. Le CRI a démarré sur l'hypothèse de faire converger, dans une opposition au Centre Islamique du Cinquantenaire, de "laïcs" et de militants islamistes au traditionalistes de diverse origine. Cette alliance ne pouvait pas durer longtemps. Par ailleurs, -et c'est à mes yeux la grosse question- il importe que les "laïcs" explicitent leur position, sans jouer sur des ambiguïtés (voir le nom même de l'ashi) et en n'essayant pas de tendre des pièges aux musulmans croyants ou aux belges qui n'y comprennent pas grand chose. Un grand débat devrait s'ouvrir sur la "laïcité musulmane". Elle ne va pas (encore?) de soi (et ceux qui l'affirment ou ils se trompent ou ils veulent nous tromper). Elle n'est pas évidente et est peu partagée parmi les immigrés. Pourrait-elle devenir un peu plus dans le cadre de "l'Islam transplanté"?

"3. Ne faudrait-il pas faire une analyse plus fine (mais aussi plus réaliste) de ce qu'est le Centre Islamique du Cinquantenaire et imaginer de nouvelles stratégies par rapport à celles imaginées lors de la fondation du CRI?

"4. Je partage vos inquiétudes en ce qui concerne le rôle des Etats étrangers par l'intermédiaire des ambassades. Le rôle de la Turquie est particulièrement inquiétant en ce qui concerne le quadrilatère de la population.

"Je reviens à mon propos de départ:

"Le débat et la gestion des questions musulmanes doit sortir des chancelleries et des Etats étrangers, il doit devenir un enjeu à discuter et à négocier parmi des gens qui vivent en Belgique. Remarquez que pour moi cette question concerne non seulement la gestion de religion musulmane mais aussi les cours de langue et concerne donc tout aussi bien l'Espagne, l'Italie, etc...

"5. Quoi qu'il en soit toute nouvelle initiative qui voudrait se poser comme interlocuteur face au pouvoirs belges, doit donner des garanties sérieuses de compétence et d'organisation. Ce qui n'était pas le cas du CRI."